Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

Organe du Courant Communiste International en Belgique

N° 345
1e TRIMESTRE 2010
1,30 EUR

Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9925

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an

ISSN 0771.4750

SOMMET DE COPENHAGUE

Pour sauver la planète, il faut détruire le capitalisme!

" A Copenhague, la douche froide"[1], "Le pire accord de l'histoire" [2], "Copenhague s'achève sur un échec" [3], "Déception à Copenhague" [4]…, la presse est unanime, ce sommet annoncé comme "historique" a été un véritable fiasco!

Il n'y avait rien à attendre de ce sommet

Durant plusieurs semaines, les médias et les politiques ont enchaîné les déclarations grandiloquentes qui toutes affirmaient en substance : "l'avenir de l'humanité et de la planète se joue à Copenhague". La fondation Nicolas Hulot avait ainsi lancé un ultimatum : *"l'avenir de la planète et avec lui, le sort d'un milliard d'affamés* […] *se jouera à Copenhague. Choisir la solidarité ou subir le chaos, l'humanité a rendez-vous avec elle-même"*. Il y avait ici une moitié de vérité. Les documentaires télévisés, les films (comme *Home* de Yann Arthus Bertrand), les résultats des recherches scientifiques montrent que la planète est en train d'être ravagée. Le réchauffement climatique s'aggrave et, avec lui, la désertification, les incendies, les cyclones… La pollution et l'exploitation intensive des ressources entraînent la disparition massive d'espèces. 15 à 37 % de la biodiversité devrait disparaître d'ici à 2050. Aujourd'hui, un mammifère sur quatre, un oiseau sur huit, un tiers des amphibiens et 70 % des plantes sont en danger d'extinction [5] Selon le Forum humanitaire mondial, le "changement climatique" entraînerait la mort de 300.000 personnes par an (dont la moitié de malnutrition)! En 2050, il devrait y avoir "250 millions de réfugiés climatiques" [6]. Alors, oui, il y a urgence. Oui, l'humanité est confrontée à un enjeu historique et vital!

Mais il n'y avait aucune illusion à se faire, rien de bon ne pouvait sortir de ce sommet de Copenhague où 193 États étaient représentés. Le capitalisme détruit l'environnement depuis toujours. Déjà, au XIXe siècle, Londres était une immense usine crachant sa fumée et déversant ses déchets dans la Tamise. Ce système produit dans l'unique but de faire du profit et accumuler du capital, par tous les moyens. Peut importe si, pour ce faire, il doit raser des forêts, piller les océans, polluer les fleuves, dérégler le climat… Capitalisme et écologie sont forcément antagoniques.

Toutes les réunions internationales, les comités, les sommets (tel celui de Rio de Janeiro en 1992 ou celui de Kyoto en 1997) n'ont toujours été que des cache-sexes, des cérémonies théâtralisées pour faire croire que les "grands de ce monde" se soucient de l'avenir de la planète. Les Hulot, Yann Arthus Bertrand, et autres Al Gore ont voulu nous faire croire qu'il en serait cette fois-ci autrement, que face à l'urgence de la situation, les hauts-dirigeants allaient se "ressaisir". Mieux, ils devaient même comprendre qu'il s'agissait là d'une opportunité historique de changer en profondeur le capitalisme, en s'orientant vers une *green economy* capable de sortir le monde de la récession par une croissance durable et écologique! Pendant que tous ces idéologues brassaient de l'air, ces mêmes "hauts-dirigeants" affûtaient leurs armes éco… nomiques! Car là est la réalité: le capitalisme est divisé en nations, toutes concurrentes les unes des autres, se livrant sans répit une guerre commerciale et, s'il le faut, parfois militaire. Un seul exemple: le pôle Nord est en train de fondre. Les scientifiques y voient une véritable catastrophe écologique. Les États y voient, eux, une opportunité d'exploiter des ressources jusqu'ici inaccessibles et d'ouvrir de nouvelles voies maritimes libérées des glaces. La Russie, le Canada, les États-Unis, le Danemark (via le Groenland) se livrent actuellement une guerre diplomatique sans pitié. Le Canada a même commencé à poster des armes à sa frontière dirigées dans cette direction! Capitalisme et écologie sont bel et bien antagoniques.

Et ils voulaient nous faire croire que, dans ce contexte, les États-Unis et la Chine allaient accepter de "réduire leur émission de CO^2", c'est-à-dire limiter leur production? D'ailleurs, cette notion de "limitation des émissions de CO^2" est en elle-même révélatrice de ce qu'est le réchauffement climatique pour le capitalisme, une arme idéologique pour mener la concurrence. Chaque pays veut fixer les objectifs qui l'arrangent: les pays d'Afrique veulent des chiffres très bas, qui correspondent à leur production, pour mettre des bâtons dans les roues aux autres nations, les pays d'Amérique du Sud souhaitent des chiffres un peu plus élevés, et ainsi de suite pour l'Inde, les États européens, eux-mêmes divisés entre eux, la Chine, les Etats-Unis…

La bourgeoisie ne parvient même plus à sauver les apparences

Le seul élément peut-être surprenant de ce fiasco de Copenhague est que tous ces chefs d'État n'ont même pas réussi à sauver les apparences. D'habitude, un accord final signé en grande pompe fixe quelques vagues objectifs à atteindre un jour et tout le monde s'en félicite. Cette fois, il s'agit officiellement d'un "échec historique". Les tensions et les marchandages sont sortis des coulisses et ont été portés au devant de la scène. Même la traditionnelle photo des chefs d'États s'auto-congratulant bras-dessus, bras-dessous, et affichant de larges sourires d'acteurs de cinéma, n'a pu être réalisée. C'est tout dire! *(suite à la p. 2)*

OPEL, AB INBEV

Même combat, même sabotage syndical

Jeudi 21 janvier, deux infos sociales sont à la une des journaux: *«**Opel Anvers : coup de massue pour l'emploi**. La direction de GM Europe a annoncé son intention de fermer Opel Anvers et de procéder au licenciement collectif des 2.600 personnes qui y travaillent. Quelque 5.000 emplois au total sont menacés.»* (*Le Soir*, 21/01) et d'autre part *«**Un accord sauve AB InBev de la procédure Renault**. Les médiateurs sociaux et la direction d'AB InBev sont finalement parvenus jeudi, après une troisième réunion de conciliation, à un cadre de négociation, mettant ainsi un terme à la procédure Renault, à la grande satisfaction des syndicats.»*

Apparemment, voilà deux situations contradictoires: l'entreprise brassicole Anheuser-Busch InBev suspend à l'appel des syndicats la procédure de licenciements annoncés (près de 300 en Belgique et 800 en Europe sur les 8.000 employés) et assure le paiement menacé des travailleurs, alors que l'usine automobile Opel Anvers, elle, ferme! L'action syndicale aurait-elle été mieux menée à AB InBev qu'à Opel Anvers? Ou est-ce que le retrait des mesures chez AB InBev n'est qu'une tactique consciente de la bourgeoisie afin de ne pas accumuler au même moment des plans de restructurations risquant de développer une colère et une combativité des ouvriers dépassant l'emprise des syndicats? En réalité, les deux conflits constituent des indices complémentaires d'une même réalité sociale : autant pour la classe ouvrière, pour qui il est capital de saisir comment mener la lutte dans cette période de crise ouverte, que pour la bourgeoisie, qui veut veiller à ce que son bras droit, les syndicats, arme de maintien de l'ordre social reste le plus longtemps crédible au sein de la classe exploitée. Imposer l'application des mesures de restructurations à AB InBev en même temps que la fermeture d'Opel aurait fortement amoindri l'image et la confiance envers les syndicats qui dans les deux cas ont été à l'avant-plan des actions menées pour soi-disant «sauver» l'entreprise. La «victoire» syndicale chez AB inBev permet de contre-balancer l'idée d'une «défaite» syndicale chez Opel Anvers et renforce l'illusion que c'est derrière les syndicats que la classe ouvrière doit lutter. La manifestation nationale de 30.000 affiliés syndicaux à Bruxelles du 29 janvier 2010 pour la défense de l'emploi, organisée par les syndicats en front commun, n'avait d'autre but que d'enfoncer dans la tête des travailleurs que les syndicats sont les véritables défenseurs des intérêts de la classe ouvrière et que sans eux, rien n'est possible.

Les enjeux de la situation sociale

Les emplois d'AB InBev seront-ils maintenus? Rien n'est moins sûr! Tout fait penser que la suspension temporaire des mesures de licenciements s'applique à la règle: «reculer pour mieux sauter». Déjà, au début du conflit, cette idée de suspension du plan avait été émise par la direction: *«..la direction …avait aussi proposé de suspendre temporairement le plan afin de pouvoir discuter de façon approfondie de sa raison d'être durant le week-end avec les syndicats…»* (*Le Soir* 15/01/10). Des illusions similaires sur une solution positive pour les travailleurs avaient été répandues chez Opel. La vente annoncée d'Opel par GM à un consortium d'entreprises, soutenu par divers gouvernements européens devait assurer un nouvel avenir à Opel Anvers et à ses travailleurs. On sait depuis ce qu'il est advenu de ce mirage!

(suite à la p. 6)

Dans ce numéro

INDIA

La solidarité ouvrière face aux attaques et à la répression

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article réalisé par Communist Internationalist, section du CCI en Inde (cet article intégralement traduit est disponible sur notre site web) [1].

Dans la soirée du dimanche 18 octobre 2009, les ouvriers de RICO Auto, à Gurgaon (en lutte depuis le 3 octobre), ont essayé d'arrêter les briseurs de grève. Les gardiens de la compagnie de sécurité et les briseurs de grève, le plus souvent des éléments criminels amenés pour intimider les ouvriers, ont répondu en les attaquant violemment. La police a même ouvert le feu. Un ouvrier a été tué et quarante autres blessés.

Cette répression violente a créé une vague de colère dans la ceinture industrielle de Gurgaon-Manesar, 30?000 ouvriers se sont engagés dans la lutte. L'activité de ces villes jumelles a été totalement paralysée le 20 octobre, première journée ouvrable après le meurtre d'un ouvrier à RICO Auto. Bien que les syndicats aient appelé à la grève, les ouvriers des entreprises qui luttaient contre leur direction ont fait le tour des usines pour inviter les ouvriers à arrêter le travail. Très tôt le mardi matin, les ouvriers de RICO Auto et ceux de Sunbeam Casting ont commencé leur mouvement et ont bloqué la route nationale 8. Ils ont été rejoints par des vagues d'ouvriers d'autres sociétés comme Sona Koyo Steering System, TI Metals, Lumax Industries, Bajaj et Hero Honda MotorsLdt. Selon les déclarations officielles de l'administration locale, près de 100?000 ouvriers de 70 usines de pièces détachées dans Gurgaon-Manesar les ont rejoints le jour de la grève.

Bien que les ouvriers de la plupart des entreprises soient retournés au travail le 21 octobre 2009 et que la lutte ne se soit pas étendue, ces événements constituent une avancée significative de la lutte ouvrière en Inde. C'est le résultat de l'extension de la lutte de classe dans différentes régions incluant Gurgaon-Manesar, qui avait vu les ouvriers se confronter à l'État en juillet 2005 pendant la grève des ouvriers de Honda Motorcycles. Depuis lors, à travers de nombreuses luttes, les ouvriers ont renforcé leur résolution de combattre les patrons et ils le font de plus en plus de façon simultanée.

Les fruits amers du boom économique

Pendant toutes les "années du boom indien", les condition de vie de la classe ouvrière n'ont en réalité fait qu'empirer. L'expression la plus grave en a été la perte de la sécurité de l'emploi. En dépit de l'expansion de l'économie, les patrons ont effectué la destruction massive des emplois permanents et leur remplacement par une main-d'œuvre contractuelle aux salaires très inférieurs et sans aucun salaire social. C'est le cas d'entreprises comme Hero Honda, Maruti et Hyundai, dont la production est montée en flèche de nombreuses fois pendant ces années. A Hero Honda, par exemple, la production est passée de 2 lakhs?[2] à plus de 36 lakhs, et les emplois permanents ont diminué puis disparu, remplacés par l'embauche de travailleurs temporaires. C'est la même chose dans la plupart des entreprises. Les usines d'automobiles et de pièces détachées, étant donné la concurrence à couteau tiré dans cette industrie, ont été à l'avant-garde de ces attaques sur les ouvriers. En dépit de ces attaques, pendant la plus grande partie de cette période, les ouvriers ont rencontré des difficultés pour développer leurs luttes. Les attaques impitoyables des patrons et l'incapacité de se battre, telle a été l'amère réalité.

Avec l'arrivée de l'effondrement économique en 2007, la situation n'a fait qu'empirer. Tous les secteurs ont vu des suppressions massives d'emplois et des coupes franches dans les salaires et prestations. En outre, il y a eu une croissance massive des prix de tous les biens de première nécessité. Le prix des marchandises essentielles comme les légumes, les légumineuses et autres articles d'épicerie ont plus que doublé. Cette tendance n'a pas été une pointe saisonnière mais elle persiste maintenant depuis plus de deux ans. Avec la montée des prix et le gel des salaires, les conditions de vie des ouvriers sont devenues plus précaires et désespérées.

La classe ouvrière développe sa lutte

Face aux crises et aux attaques des patrons, la classe ouvrière tente de se battre. Il y a eu des grèves importantes dans le secteur public, la grève des employés de banque, toute l'Inde a été touchée par la grève des ouvriers du secteur pétrolier en janvier 2009, par la grève des pilotes d'Air India, la grève des employés d'État au Bengale Occidental, la grève du personnel gouvernemental en janvier 2009 dans l'État de Bihar. Certaines d'entre elles ont été d'âpres conflits où l'État a essayé de frapper durement les ouvriers et de les écraser. Ça a été le cas avec la grève des ouvriers du pétrole en janvier 2009 quand l'État a utilisé ESMA?[3] et d'autres lois pour écraser les employés et a pris des mesures répressives. Ça a également été le cas avec la grève du personnel gouvernemental au Bihar où le gouvernement a voulu donner une leçon aux employés. Pour ce qui est des ouvriers du pétrole, le gouvernement s'est montré encore plus répressif car il y avait une menace d'extension de la grève à d'autres entreprises de secteur public.

Dans le privé aussi, les ouvriers ont combattu. Une des luttes massives et radicales a été celle des ouvriers diamantaires au Gujarat en 2008. La majorité de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers diamantaires est employée dans des petites entreprises où les syndicats n'ont aucun contrôle. La grève y a débuté et s'est étendue comme une révolte massive qui a submergé plusieurs villes?: Surat, Ahmedabad, Rajkot, Amerli, etc. Systématiquement, l'État a recouru à la répression pour maintenir l'ordre dans toutes ces villes.

En outre, toutes les principales unités automobiles en Inde –?Tamilnadu, Maharashtra, et Gurgaon-Manesar?– ont été témoins des efforts répétés et tenaces des ouvriers pour lutter pour leur travail et leurs conditions de vie. Les ouvriers de la deuxième plus grande fabrique de voitures en Inde, Hyundai Motor à Chennai, ont fait grève à plusieurs reprises en avril, mai et juillet 2009, pour de meilleurs salaires.

Les patrons tentent depuis longtemps de réprimer les luttes des ouvriers et menacent souvent de fermer leurs usines. Près de Coïmbatore, les ouvriers du fabricant de pièces auto Pricol India ont combattu les patrons depuis plus de deux ans contre les licenciements planifiés et répétés des ouvriers permanents et leur remplacement par des contractuels ou des travailleurs temporaires. La lutte ouvrière a pris récemment un tour violent quand la direction a licencié 52 ouvriers permanents supplémentaires et a décidé de les remplacer par des travailleurs précaires en septembre 2009. Au cours d'une violente confrontation, un cadre supérieur de Pricol a été tué le 22 septembre. Les ouvriers des usines de pneus de MRF et des usines Nokia à Tamilnadu se sont aussi engagés dans des luttes contre leurs patrons à peu près au même moment. Dans l'État de Maharashtra, les ouvriers de Mahindra à Nasik ont fait grève pour de meilleurs salaires en mai 2009. Les ouvriers de l'usine Cummins India et ceux de la fabrique de pièces auto Bosch, à Pune, ont été en grève à partir des 15 et 25 septembre pour de meilleurs salaires et contre la précarisation.

Le développement des luttes

Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est que de plus en plus d'ouvriers sont disposés à entrer en lutte contre les attaques des patrons. Les luttes, tout en étant plus nombreuses, ont aussi tendance à aller vers la simultanéité dans un même secteur géographique. On a pu le voir avec la grève massive des ouvriers diamantaires au Goudjerate où se sont simultanément développées des grèves sauvages dans plusieurs villes et dans les grèves des ouvriers de l'automobile à Tamilnadu, Pune et Nasik. Cette simultanéité est le résultat d'attaques identiques auxquelles tous les secteurs ouvriers se confrontent aujourd'hui.

Avant les derniers événements, les ouvriers d'un certain nombre d'usines de Gurgaon-Manesar avaient mené la lutte contre leurs patrons. A Honda Motorcycles, les ouvriers se sont agités depuis plusieurs mois pour de meilleurs salaires et contre le travail contractuel. 2500 ouvriers de RICO Auto se sont mis en lutte depuis la fin septembre contre le renvoi de seize ouvriers et pour de meilleurs salaires. Ils ont commencé la grève à partir du 3 octobre. Mille ouvriers de Sunbeam Casting se sont aussi mis en grève pour de meilleurs salaires à partir du 3 octobre. Bien que tous ne se soient pas mis en grève, plus de 25?000 ouvriers des métaux de TI Metals, Microtech, FCC Rico, Satyam Auto et de plusieurs autres entreprises ont fait de l'agitation depuis septembre pour de meilleurs salaires.

Le fait que les ouvriers de plusieurs usines se soient mis en grève et que plusieurs milliers d'ouvriers d'autres usines se soient activement agités a ouvert la possibilité de l'extension et de l'unification des luttes, la seule façon pour les ouvriers de pouvoir combattre et repousser les attaques des patrons. C'est la possibilité que la bourgeoisie craint et que les syndicats veulent éviter. Dans les luttes de Gurgaon, face à la violence faite à la classe ouvrière avec le meurtre d'un ouvrier de RICO, le rôle des syndicats a été de prévenir et de bloquer cette tendance à l'extension et à l'unification. En appelant à une journée d'action, les syndicats ont essayé de stériliser l'impulsion des ouvriers de se rassembler et d'exprimer leur solidarité de classe. Malgré cela, la grève du 20 octobre de 100?000 ouvriers a été une manifestation de solidarité. Elle a également exprimé leur détermination et leur volonté de combattre et de se confronter à la bourgeoisie. D'un autre côté, dans les luttes actuelles de Gurgaon, pendant les luttes chez Hyundai, Pricol, M & M et d'autres luttes pour de meilleurs salaires et contre les pertes d'emploi, les syndicats ont clairement essayé de les faire dérailler et de les convertir en luttes pour la défense des droits syndicaux.

Sans aucun doute, il existe une puissante dynamique pour le développement de la lutte de classe, pour son extension et pour le développement de la solidarité. Mais pour la réalisation de cette dynamique, il est important que les ouvriers comprennent les machinations des syndicats et prennent les luttes en leurs propres mains ■

AM/27.10.2009

1)http://fr.internationalism.org/icconline/2009/la_lutte_et_la_solidarite_ouvrieres_en_inde_face_aux_attaques_et_a_la_repression.html
2)Unité de mesure indienne (1 lakh est égal à 100 000 roupies, soit 1700 euros).
3)Loi sur le maintien des services essentiels.

suite de la p. 1

SOMMET DE COPENHAGUE

En fait, la récession ne contraint pas les chefs d'État à saisir la "formidable opportunité" d'une *green economy* mondiale mais ne peut au contraire qu'attiser les tensions et la concurrence internationale. Le sommet de Copenhague a fait la démonstration de la guerre acharnée que sont en train de se livrer les grandes puissances. Il n'est plus l'heure pour eux de faire semblant de bien s'entendre et de proclamer des accords (même bidons). Ils sortent les couteaux, tant pis pour la photo!

Jamais le capitalisme ne sera "vert". Demain, la crise économique va frapper encore plus fort. Le sort de la planète sera alors le dernier des soucis de la bourgeoisie. Elle ne cherchera qu'une seule chose : soutenir son économie nationale, en s'affrontant toujours plus durement aux autres nations, en fermant les usines pas assez rentables, quitte à les laisser pourrir sur place, en réduisant les coûts de production, en coupant dans les budgets de la prévention l'entretien, ce qui signifiera aussi plus de pollution et d'accidents industriels. C'est exactement ce qui s'est déjà passé en Russie dans les années 1990, avec ses sous-marins nucléaires laissés à l'abandon et la Sibérie polluée au point d'en faire mourir une large proportion de ses habitants.

Enfin, une partie de plus en plus grande de l'humanité va se retrouver dans la misère, démunie, sans nourriture ni logement. Elle sera donc plus vulnérable encore aux effets du changement climatique, aux cyclones, à la désertification.

Il est temps de détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise la planète et ne décime l'humanité! ■

Pawel/19.12.2009

1) Sur le site de *Libération* le 19 décembre.
2) *Idem*.
3) Sur le site du *Figaro* le 19 décembre.
4) Sur le site du *Monde* le 19 décembre.
5) http://www.planetoscope.com/biodiversite
6) http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/climatologie-1/d/réchauffement-climatique-300-000-morts-par-an_19468/

RÉPONSE AU LIVRE DE MICHEL AGLIETTA

L'impuissance et la faillite des États

Depuis l'été 2007 et l'éclatement de la bulle des prêts hypothécaires nommés *subprimes*, la crise économique ne cesse de s'aggraver. Pourtant, la bourgeoisie tente de réagir. Elle a multiplié des réunions au sommet (les fameux G7, G8, G20) et a mobilisé tous ses docteurs et autres prix Nobel en économie pour tenter de trouver une solution, relancer la machine et renouer avec la croissance. La preuve en est les étalages des librairies, qui regorgent de livres expliquant tous les causes de cette crise brutale et proposant autant de remèdes.

Nous avons choisi de répondre à l'un d'entre eux : *la Crise – Pourquoi en est-on arrivé là? Comment en sortir ?*, de Michel Aglietta. Ce livre est le fruit d'un travail sérieux, reconnu, et a reçu le prix de l'Excellence économique. Il illustre parfaitement les solutions proposées par la fraction la plus intelligente de la bourgeoisie, mais aussi ses espérances et, surtout, ses… illusions !

Pourquoi en est-on arrivé là?

Dans son ouvrage, Michel Aglietta analyse en premier lieu, et très longuement, les mécanismes financiers et monétaires qui ont conduit selon lui au crash financier et aux défaillances bancaires de l'été 2007. Cette partie de son analyse est sans aucun doute la plus pertinente.

D'après lui, après l'éclatement de la bulle Internet en 2001, *"l'Amérique s'est lancée dans une politique expansive pour soutenir la conjoncture* (…). *On a assisté à la dette des entreprises et à la dette des ménages."* Effectivement, pour soutenir à tout prix la demande, et donc la croissance, pour éviter une grave récession, les autorités américaines ont laissé le marché du crédit se déréguler, enfler sans aucun contrôle. Elles l'y ont même encouragé !

Et cette folie a gagné tous les rouages : *"tout le monde profitait du système. Et chacun, banquiers, régulateurs, investisseurs, acteurs politiques, habité par l'idéologie de l'efficience du marché* (...), *ne voyait qu'avantage dans cette fuite en avant des coûts du crédit, dissémination des risques, diversifications des patrimoines, rentabilités accrues des actifs."*

Cette "fuite en avant" dans l'endettement généralisé, qui ne reposait pas sur un développement réel de la production, devait nécessairement mal finir. L'insolvabilité croissante de tous les "acteurs" (en particulier des ménages américains) ne pouvait avoir pour seule issue que la faillite !

Après cette description juste et détaillée, Michel Aglietta énumère avec lucidité comment cette crise financière s'est transmise à "l'économie réelle" et a entraîné des faillites à la chaîne, les fermetures d'usines, le chômage massif… bref, tout ce que la classe ouvrière ne connaît que trop bien.

Jusqu'ici nous pouvons donc suivre avec sérénité l'analyse de ce brillant économiste bourgeois, jusqu'ici… mais pas plus loin ! Car pas un seul instant, il ne se demande :

-quelles sont les causes réelles de cette crise généralisée de l'endettement ?

-pourquoi le système financier et toutes les institutions politiques (les États, les Banques centrales, le FMI…) ont-elles été touchées par cette folle "fuite en avant" ?

-et, surtout, la crise financière est-elle la cause ou le symptôme d'une crise plus profonde encore ?

Du coup, en ne se posant pas les bonnes questions, la compréhension de cet éminent spécialiste s'arrête à la surface des choses. Son analyse demeure superficielle. Il ne voit pas (ou ne veut pas voir) que la folle "fuite en avant" de tout le système économique mondial, que le crédit facile, fou et dérégulé, que tout ça est non la cause mais l'effet. Il ne voit pas (ou ne veut pas voir) que le capitalisme est atteint d'une maladie mortelle, que son économie est touchée par le poison de la surproduction. Il ne voit pas (ou ne veut pas voir) que la seule "solution" temporaire pour le capital d'éviter la paralysie, c'est justement de soutenir artificiellement la demande, de permettre aux marchandises d'être achetées… à crédit. Enfin, Michel Aglietta ne voit pas (ou ne veut pas voir) que cette crise de surproduction touche le capitalisme non pas depuis 2007, ni même depuis 2001, mais depuis des décennies. C'est pour cela que depuis tant de temps, l'endettement mondial ne fait que

(suite à la p. 4)

Pourquoi autant d'attaques et si peu de luttes?

Les attaques pleuvent sur nos têtes. Tous nous avons peur, pour nous-mêmes ou pour nos proches, de l'annonce d'une fermeture d'usine ou d'un "plan de restructuration" synonyme de vague de licenciements. Les jeunes en âge d'accéder au "marché du travail" sont confrontés à un mur. Les entreprises n'embauchent plus. Les concours de la Fonction publique sont saturés avec, dans le meilleur des cas, 100 candidats surqualifiés pour… un poste. Seuls sont encore proposés, par les boîtes d'intérim ou les pôles emplois, les petits boulots précaires, sous-payés et aux conditions d'exploitation infernales. Et tous, nous savons que cela sera encore pire demain !

Et pourtant, nous, chômeurs, précaires, travailleurs du public et du privé, hésitons à rentrer en lutte. La crise économique frappe sans distinction toute la classe ouvrière, avec une brutalité et une férocité inconnues depuis des décennies. Face à cette situation insoutenable, depuis plusieurs mois, il n'y a presque aucune réaction, très peu de grèves et de luttes [1]. Pourquoi ?

C'est à cette question cruciale que répond en très grande partie le courrier publié ci-dessous que nous a adressé Al, un lecteur de notre presse [2].

Courrier du lecteur

Sans entrer dans les détails, le capitalisme traverse une énième crise économique […]. Dans tous les pays, les entreprises et les Etats ont procédé à des licenciements massifs. Au niveau mondial, le chômage a tout simplement explosé. Les taxes et impôts en tous genres ont fortement augmenté et les aides sociales ont, de leur côté, drastiquement diminué. Toutes ces actions engendrent bien évidemment une dégradation importante mais également très rapide des conditions de vie des ouvriers, et ce, au niveau mondial. […]

Aujourd'hui, moi-même et certainement bon nombre d'ouvriers se demandent pourquoi n'y a-t-il pas une réponse massive de la part du prolétariat mondial face à l'importance et la profondeur de la crise actuelle et de ses conséquences sur leur vie sociale. Qu'est-ce qui empêche les ouvriers d'entrer en lutte aujourd'hui ? Exceptée la révolte de décembre 2008 et janvier 2009 en Grèce, la classe ouvrière n'a paradoxalement pas répondu à la hauteur du déluge des coups portés.

Il faut dire que les Etats, relayés par les journalistes et analystes financiers de tous bords, mettent tous les moyens en œuvre pour faire croire depuis mars 2009 à une reprise de l'économie. Notamment au dernier G20, tous les représentants de tous les pays se sont félicités de la réussite de leurs plans respectifs sur l'économie mondiale et les marchés financiers. Embellie qui, soit dit en passant, n'est que temporaire et concerne uniquement les marchés boursiers et qui est menée par les grandes banques, américaines notamment, comme Goldman Sachs, contribuant à la formation d'une nouvelle "bulle" boursière et à son éclatement à très court terme. L'économie "réelle", elle, continue *a contrario* de se dégrader fortement. Cette euphorie, couplée à un battage médiatique, entretient certainement la confusion dans la tête des ouvriers et contribue également au manque de perspectives. La deuxième raison remonte à une vingtaine d'années, à savoir, la chute du mur de Berlin, du stalinisme, du "bloc de l'Est" et de la fameuse "mort du communisme". En effet, aujourd'hui, simplement en discutant avec un bon nombre de personnes, on s'aperçoit que pour eux le système qui fut en place en Russie, dans les pays de l'Est et en Allemagne de l'Est, était le communisme, alors qu'il n'en était rien. Je pense et me rends compte que la désinformation et les mensonges sur le communisme proférés par la classe exploiteuse ont laissé des traces et sont encore malheureusement présents dans l'esprit des prolétaires. Aujourd'hui, beaucoup d'ouvriers pensent objectivement que ce système économique est en fin de vie et à l'agonie, mais ne savent tout simplement pas par quoi le remplacer, car on leur a martelé pendant des années, à travers les médias, la presse écrite, ses livres mais aussi et surtout par l'éducation, que le communisme était un système économique qui ne marchait pas et qui menait à des régimes dictatoriaux ou, au mieux, que c'était une utopie. Ce qui est faux bien entendu, il s'agit là d'un des plus grands mensonges de l'humanité. La troisième et dernière raison est que la crise ne frappe pas tous les salariés avec la même intensité et au même moment. Ce qui peut expliquer pourquoi un nombre limité d'ouvriers entrent dans des luttes désespérées, car isolées, et que d'autres sont encore en phase de réflexion et de mûrissement de leur conscience.

Voilà peut-être un début de réponse, qui n'engage bien évidemment que moi et qui, je l'espère, apportera quelques éléments à la réflexion collective.

Al.

Notre réponse

Nous sommes d'accord avec chaque point de ce courrier. En fait, la violence avec laquelle frappe aujourd'hui la crise économique a, **momentanément**, un effet effrayant et paralysant.

Comme le souligne le camarade Al, les dernières luttes d'ampleur ont eu lieu en Grèce et aux Antilles fin 2008, début 2009. Ce n'est pas un hasard si la situation sociale s'est calmée précisément à ce moment-là, juste quand la crise a commencé à nous frapper plus fort. En général, et cela s'est vérifié fréquemment au cours des quarante dernières années, les moments de forte montée du chômage ne sont pas le théâtre des luttes les plus importantes. La classe ouvrière est en effet alors soumise à un chantage odieux mais efficace : "si vous n'êtes pas contents, beaucoup d'autres ouvriers sont prêts à vous remplacer". De plus, les patrons et les gouvernements se replient derrière un argument "décisif" : "Nous n'y sommes pour rien si le chômage augmente ou si vous êtes licenciés : c'est la faute de la crise". Se développe donc un certain sentiment d'impuissance. Les ouvriers n'ont pas face à eux simplement un méchant patron mais un capitalisme international en déliquescence. Toute lutte est une remise en cause de l'ensemble du système. Toute lutte pose, fondamentalement, la question d'un autre monde. Pour entrer aujourd'hui en grève, il faut non seulement avoir le courage de braver les menaces de licenciements et le chantage patronal, mais il faut aussi et surtout croire que la classe ouvrière est une force capable de proposer autre chose. Il ne lui suffit pas de percevoir que le capitalisme est dans une impasse pour que la classe ouvrière soit en mesure de se tourner vers une perspective révolutionnaire. Il faut encore qu'elle ait la conviction qu'une telle perspective est possible. Et c'est justement sur ce terrain que la bourgeoisie a réussi à marquer des points à la suite de l'effondrement de l'URSS, prétendument "patrie du socialisme". La classe dominante est parvenue à enfoncer dans la tête des ouvriers l'idée que la révolution prolétarienne est un songe creux, que le vieux rêve du communisme est mort avec l'URSS [3]. Les années 1990 ont été fortement marquées par l'impact de cette propagande. Pendant une décennie, les luttes ont été en fort repli. Même si cet effet "mort du communisme" a commencé à légèrement s'estomper au début des années 2000 et que notre classe est parvenue lentement à reprendre le chemin du combat, il en reste encore de nombreuses traces aujourd'hui. L'assimilation du stalinisme et du communisme, le manque de confiance de la classe ouvrière à bâtir de ses mains un autre monde, agissent comme des verrous.

Sommes-nous donc dans une impasse ? Certainement pas. La perspective est sans aucun doute vers des luttes de plus en plus nombreuses et importantes. Momentanément, notre classe a pris un coup sur la tête, elle est comme anesthésiée. Mais la crise reste le terreau le plus fertile au développement des luttes. Dans les mois et années à venir, la classe régnante va tenter de faire payer à tous les travailleurs les énormes déficits budgétaires qui s'accumulent, les plans de sauvetage des banques et de "relance" de l'économie. A ce moment-là, les fonctionnaires, en particulier, seront touchés à leur tour de plein fouet, et simultanément. La menace de licenciement planant moins lourdement sur leurs épaules, ils auront alors la responsabilité de mener en premier l'offensive et d'entraîner à leurs côtés les travailleurs du privé, les précaires, les chômeurs, les retraités… S'imposera alors l'idée que seule la lutte unie, massive et solidaire, tous secteurs confondus, peut freiner la brutalité des attaques. C'est par ce combat que la classe ouvrière forgera sa confiance en ses propres forces et en sa capacité de mener un jour à terme la révolution communiste mondiale, condition du renversement de l'exploitation ■

Pawel/ 21.11.2009

1)Au niveau international, néanmoins, le prolétariat mène quelques grèves passées sous-silence par un black-out presque total de tous les médias. Dans ce numéro, nous nous faisons ainsi l'écho de luttes récentes au Mexique et en Grande-Bretagne (voir pages 4 et 5).

2)N'hésitez pas à réagir vous aussi en nous écrivant sur notre boîte mail (France@internationalism.org) ou par courrier (*Révolution internationale*, Mail Boxes 153, 108, rue Damremont, 75018 Paris).

3)Lire l'article dans ce numéro en page 2 qui, à propos de la chute du mur de Berlin, traite justement de cette propagande nauséabonde assimilant le stalinisme et le communisme.

suite de la p. 3

RÉPONSE AU LIVRE DE MICHEL AGLIETTA

croître et que les récessions et les crashs financiers se succèdent les un aux autres, en étant de plus en plus graves.

Comment en sortir ?

Cette vision à courte vue qui empêche un économiste bourgeois de voir la vérité en face quand il se demande "Pourquoi en est-on arrivé là ?" se transforme tout bonnement en cécité totale quand arrive la question fatidique "Comment en sortir ?".

Dans un premier temps, cet analyste chevronné répète les mêmes "solutions" ridicules que nous avons tous déjà entendu mille fois. Face à la crise, *"Il est important* (…) *de mettre en place les régulations qui permettront d'amortir ces convulsions cycliques? Pour ce faire, il faut d'abord mieux maîtriser le levier de l'endettement au sein du système bancaire lui-même. Il s'agit d'exercer un contrôle plus vigilant sur l'accroissement du volume du crédit"*. La liste des propositions de régulation contraignantes continue à s'égrener à longueur de pages. Et comme certains des chefs d'État (en particulier N. Sarkozy) l'ont déjà dit de façon théâtrale à la tribune du G20, Michel Aglietta va jusqu'à affirmer : *"Le plus important est néanmoins d'obtenir une normalisation des places offshore."* Il faut réformer la finance, l'empêcher de devenir folle ! Tout cela n'est évidemment que du vent.

Après ces propositions flamboyantes et moralisatrices (et surtout creuses), Michel Aglietta lance SA solution centrale et originale : *"Il faut donc que les pouvoirs publics agissent de manière coordonnée pour que la récession ne se transforme pas en dépression? mais cela ne suffira pas, parce que le canal des banques qui transmettent normalement les impulsions de la banque centrale est paralysé.? En outre, les entreprises et les ménages ne vont pas relancer leur endettement pour dépenser plus. C'est pourquoi une augmentation coordonnée des dépenses budgétaires est indispensable. Il s'agit que la dette publique remplace la dette privée pour que le désendettement privé n'aspire toute l'économie vers le fond. Dans tous les cas de figures, on échappera donc pas à une contraction de la dette privée et, en contrepartie, à une augmentation très importante mais légitime et nécessaire de la dette publique."*

Alors là, Michel Aglietta peut-être fier, bravo ! Les gouvernements de tous les grands pays ont déjà suivi, sans le savoir, les recommandations "originales" du professeur Aglietta. Bon, c'est vrai, il y a quelques petites différences : il y a de moins en moins de coordination et de plus en plus de guerre économique. Plus la situation est grave et moins les pays capitalistes sont enclins à se donner la main car, voilà, ils sont tous en concurrence. Mais en dehors de ce "détail", dans des circonstances d'une extrême gravité, d'une crise d'insolvabilité généralisée, seuls les États ont pu effectivement éviter l'effondrement général de l'économie. Comment ? En creusant les déficits publics d'un coté et en faisant marcher la planche à billet (autrement dit, en créant de la monnaie) de l'autre et, ce, au-delà de tout ce qui a existé dans l'histoire !

A elle seule, en novembre 2009, la dette publique américaine a atteint 12 000 milliards de dollars (*Romandie news*, 19.11.2009). Pour cette même année, la zone Euro, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont injecté à eux seuls 14 000 milliards de dollars, soit 25 % du PIB mondial (*Contre-info*, 21 novembre 2009). Pour Michel Aglietta : *"Quand les ménages cessent de dépenser et qu'il n'est plus possible de compter sur l'extérieur, parce que les pays émergents sont à leurs tours frappés par la crise, il n'y a plus que l'État qui puisse dépenser."* Et quand l'État dépense voici ce que cela donne ! La dette prévue pour 2011 sera, dans le meilleur des cas, de 105 % du PIB en Grande-Bretagne, 125 % aux États-Unis, 125 % dans l'UE et 270 % au Japon (Ambrose Evans Pritchard, "Le Télégraphe", 18 novembre 2009 sur *Contre-info*). Michel Aglietta a raison sur ce point : les États soutiennent l'économie en la plaçant sous perfusion permanente. Voilà pourquoi l'économie mondiale, la croissance et le système financier ne se sont pas littéralement effondrés depuis 2007. Monsieur le Professeur pourra se vanter auprès de ses étudiants de Nanterre du fait que ses prescriptions ont été suivies par tous les gouvernements ! Enfin, il devrait se dépêcher de le faire car son "remède" va bientôt s'avérer pire que le mal. Car il y a maintenant, au point où nous en sommes, une nouvelle question à se poser : qui va bien pouvoir se porter dans les mois et les années qui viennent au chevet de ces États surendettés et en situation de banqueroute ?

Qui viendra au secours des États en faillite ?

Michel Aglietta lui-même ne peut pas esquiver cette question tant il est évident que les États vont aujourd'hui droit dans le mur. Ils ne pourront pas bien longtemps encore soutenir l'économie en creusant les déficits.

Conscient du "petit" problème, notre économiste tente de rassurer son monde en proposant là encore ses "solutions". Il défend ainsi l'idée que l'État va soutenir la croissance suffisamment longtemps pour que le privé et, notamment, les banques et les particuliers, puissent se désendetter en grande partie. Toujours d'après lui, le crédit privé devrait alors redémarrer et prendre le relais des États pour soutenir la croissance [1]. Mais surtout, il prévoit que le centre de gravité économique et financier mondial va se déplacer de l'Occident vers les pays émergents de l'Orient. *"Pour financer ces opérations de soutien massif au système financier, garantie des prêts interbancaires et recapitalisations des banques, les États vont recourir à la dette publique. Ils émettront des titres qui seront achetés par les investisseurs du monde : pays asiatiques, producteurs de pétrole."* Voici de retour la fable, la chimère du *Quand la Chine s'éveillera*… Comment, sérieusement, la Chine ou l'Inde pourraient empêcher la cessation de paiement des États de l'Occident et en premier lieu celui du plus puissant du monde, les États-Unis ? Où ces États pourraient-ils trouver de telles capacités financières alors que, par exemple, les exportations chinoises ont diminué de 25 % en un an ? En réalité, la crise actuelle est une crise mondiale et aucun pays n'y échappe. En Chine, bulles spéculatives et surproduction généralisée sont bel et bien elles aussi à l'œuvre.

Arrivé enfin dans son livre au moment de répondre à la question vitale écrite sur sa couverture, "Comment en sortir ?", Aglietta ne peut donc répondre que par une vue de l'esprit qui n'a aucun fondement dans la réalité actuelle, comme le fait n'importe quel économiste bourgeois.

Nous pouvons alors, bien entendu, nous poser une question toute simple. Comment se fait-il que Michel Aglietta soit aussi performant pour nous expliquer les arcanes du monde financier et aussi irréaliste lorsqu'il s'agit de proposer des moyens permettant au capitalisme d'échapper à la dépression ? En fait, pas plus lui que l'ensemble de la bourgeoisie ne savent "Comment sortir de la crise ?". Pour empêcher l'économie capitaliste de s'enfoncer trop rapidement dans la dépression, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix que de continuer à créer et à injecter de la monnaie et à creuser les déficits publics et budgétaires, comme si elle jetait de l'argent dans un puits sans fond. Les conséquences inévitables et déjà visibles de cette politique sont la marche en avant des États vers des situations de cessation de paiement. Certes, un État capitaliste ne se déclare pas en faillite en mettant la clef sous la porte, comme le font les entreprises. Une situation de "faillite" d'un État signifie concrètement de nouveaux "sacrifices", de nouvelles attaques et une brutale dégradation des conditions de vie pour la classe ouvrière. Tous les États, face à leur déficit abyssal, vont devoir :

-développer une très forte pression fiscale (augmenter les impôts) ;

-diminuer encore plus drastiquement leurs dépenses en supprimant par dizaines ou centaines de milliers les postes de fonctionnaires, en réduisant de façon draconienne les allocations retraites, les indemnités chômages, les aides familiales et sociales, les remboursements de soins, etc. ;

-laisser filer la valeur de la monnaie par une hausse de l'inflation qu'ils ne sont pas du tout sûrs de contrôler ! Tel est d'ailleurs le sens de la politique économique actuelle menée aux États-Unis et en Angleterre. Celle-ci s'est soldée pour le moment par une perte de 20 % de la valeur du dollar par rapport à l'euro et à une baisse continuelle de la livre sterling. Concrètement, pour les ouvriers, le retour à terme de l'inflation va signifier une hausse considérable des prix sans évidemment que leurs salaires ne suivent ! [2]

Il ne s'agit pas là d'une fiction mais d'une réalité qui commence à naître dès aujourd'hui sous nos yeux. Fin 2008, début 2009, l'Islande, la Bulgarie, la Lituanie et l'Estonie étaient estampillées "État en faillite". Fin novembre-début décembre, la liste s'est encore allongée. "Dubaï, la faillite en ligne d'émir" et "La Grèce est au bord de la faillite" titrait ainsi *Libération*, respectivement les 27 novembre et 9 décembre. Pour l'instant, chacun de ces pays a été secouru (par d'autres États ou le FMI…). Mais que se passera-t-il quand des pays plus importants, pesant "plus lourd" dans la balance économique, vont à leur tour sombrer. Qui pourra les renflouer ? Personne ! Dans ces pays, l'économie ne sera évidemment pas paralysée mais les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière subiront une terrible détérioration encore plus dramatique. Déjà, l'Espagne et le Portugal donne des signes importants de faiblesse.

En mars 2009, le Crédit suisse avait établi la liste des dix pays les plus menacés par la faillite, en comparant l'importance des déficits et la richesse de la nation (le PIB). Pour l'instant, cette sorte de "Top 10" a "tapé dans le mille" puisqu'il était constitué, dans l'ordre, de l'Islande, la Bulgarie, la Lituanie, l'Estonie, la Grèce… l'Espagne, la Lettonie, la Roumanie… la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Irlande et la Hongrie [3].

La Grande-Bretagne et les États-Unis sont effectivement eux aussi mal en point, mais l'éventuelle forte dégradation de leur économie va signifier aussi une énorme accélération de la crise à l'échelle planétaire.

Lorsque Monsieur Aglietta en appelle à l'État pour sauver l'économie, il fait comme toute la bourgeoisie. C'est une traversée à bord du Titanic qui nous est proposée ! Aucun État au monde ne peut empêcher à terme l'économie mondiale de continuer de s'enfoncer dans la plus profonde dépression de l'histoire du capitalisme ■

Tino /18.12.2009

1)Eh oui… après nous avoir expliqué que la cause de la récession actuelle était la folle "fuite en avant" vers le tout-crédit, Michel Aglietta propose comme "remède" de nouveaux crédits… étatiques dans un premier temps, privés dans un second temps ! Et comment cela ne mènerait pas cette fois encore l'économie mondiale dans la même impasse, cela Monsieur Aglietta ne nous l'explique pas !

2)Il n'est pas non plus à exclure que, malgré tous les efforts de États pour éviter cette éventualité catastrophique, si le crédit privé et la demande ne repartaient pas un minimum, la déflation puisse s'installer durablement.

3)Source : http ://weinstein-forcastinvest.net/apres-la-grece-le-top-10-des-faillites-a-venir/

suite de la p. 8

SÉÏSME EN HAÏTI

Un seul fait révèle toute l'hypocrisie bourgeoise de l'humanitaire et de la solidarité internationale des Etats : le ministre français de l'immigration, Eric Besson, vient de décréter qu'il suspendait « momentanément » les reconduites de personnes en situation irrégulière vers Haïti ! Tout est dit.

L'horreur qui frappe la population vivant en Haïti ne peut que soulever un immense sentiment de tristesse. La classe ouvrière va, comme lors de chaque hécatombe, réagir en répondant présent aux différents appels aux dons. Elle montrera une nouvelle fois par-là que son cœur bat pour l'humanité, que sa solidarité ne connaît pas les frontières.

Mais surtout, une telle horreur doit nourrir sa colère et sa combativité. Les véritables responsables des 50 000 morts ou davantage en Haïti ne sont pas la nature ou la fatalité mais le capitalisme et ses Etats, qui sont autant de charognards impérialistes ■

Pawel /15.012010

1)Sur le site de *Libération* (quotidien français), http://www.liberation.fr/monde/0101613901-pres-de-50-000-morts-en-haiti-selon-la-croix-rouge

2)Sur le blog « sciences » de *Libération* (http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2010/01/s%C3%A9isme-en-ha%C3%AFti-les-causes.html).

3)http://www.bme.gouv.ht/alea%20sismique/Al%E9a%20et%20risque%20sismique%20en%20Ha%EFti%20VF.pdf

4)Voir article en espagnol *Científicos alertaron en 2008 sobre peligro de terremoto en Haití* sur le site Yahoomexico (Assiociated Press du 15/01/2010)

5)Sur le site de *Courrier International* (http://www.courrierinternational.com/article/2010/01/14/requiem-pour-port-au-prince).

6)Sur le site de PressEurop (http://www.presseurop.eu/fr/content/article/169931-bien-plus-quune-catastrophe-naturelle).

Lisez aussi l'article mis en ligne www.internationalism.org

En Haïti, l'humanitaire comme alibi

L'article "Les Etats capitalistes sont tous des charognards" a été écrit "à chaud", seulement trois jours après le séisme. Si chaque ligne s'est entièrement vérifiée, l'horreur a dépassé l'imaginable. D'ores et déjà, 170 000 corps ont été retrouvés. La radio haïtienne Scoop FM affirme que près de 220 000 personnes sont encore portées disparues et potentiellement sous les décombres1. 1,5 millions de personnes se retrouvent aujourd'hui sans abri. 1 million d'enfants sont orphelins. Sur ces ruines et ces corps fumants, une trentaine de pays se sont livrés à une concurrence ignoble et honteuse. A chaque catastrophe, l'humanitaire est un alibi qui permet aux Etats de se livrer une guerre d'influence sans merci.

AFGANISTAN, PAKISTAN

Le prix Nobel de la paix sème la mort et la guerre

Lors de la réception de son prix Nobel de la paix le 10 décembre, Barack Obama a fait entendre un discours plus belliqueux que jamais. Celui qui se présente avantageusement lui-même comme "commandant en chef de l'armée d'une nation plongée dans deux guerres" n'a pas lésiné, avec l'annonce de 30?000 Gi's supplémentaires et de 500 soldats britanniques. *Si vis pacem, para bellum* (1) est son credo. Au milieu de belles phrases sur la "loi de l'amour" et l'impérissable "étincelle divine" qui guide sa main de justicier international pour la paix dans le monde, Obama a encore bien précisé que *"la croyance que la paix est désirable est rarement suffisante pour parvenir à la réaliser. La paix requiert de la responsabilité. La paix implique le sacrifice"*... de nombre de vies humaines, évidemment?! Car *"l'usage de la force est non seulement nécessaire mais aussi moralement justifiée"*. Et pour bien marteler son propos, le chef de guerre de la première puissance militaire mondiale a même pris des accents dignes de Bush et de sa clique intégriste?: *"La guerre (…) est arrivée avec le premier être humain (…) le Mal existe dans le monde."* Brrr?!?!?! Et pour bien préciser ses véritables intentions, il n'a pas hésité à expliquer que son objectif principal depuis ses onze mois de présidence n'a pas été la paix, pas plus le bien-être des populations de la planète, mais que ce *"but a été de faire avancer les intérêts de l'Amérique"*. Voilà qui a au moins le mérite de la clarté.

Les "bénéfices" de l'offensive américaine

Depuis l'éviction militaire du pouvoir des talibans en 2001, quel est le bilan? Un pays en totale déliquescence qui égrène ses victimes et ses morts, sans aucune amélioration en vue. Obama peut bien répéter que les forces armées occidentales devront se retirer en 2011, après la "stabilisation" du pays, rien n'indique qu'une telle perspective soit réalisable. D'après les chiffres de l'ONU, le nombre de victimes civiles a augmenté de 24% au premier semestre de 2009 par rapport au même semestre de 2008. Depuis le mois de janvier 2009, il y a eu plus de mille morts, essentiellement des personnes victimes des armées étrangères, notamment lors des bombardements aériens.

Au mois de mai, des dizaines de civils, dont au moins 65 femmes et enfants, ont perdu la vie lorsque les forces américaines ont bombardé le village de Bala Bulok, dans une région de la province de Farah. En plus des morts et des blessés, toutes les destructions dues à la guerre accentuent la misère et les souffrances d'une population qui subit les menaces et l'intimidation de toutes les parties en présence, talibans comme forces de l'OTAN.

La guerre a aussi provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes, qui n'ont aucun accès aux soins les plus élémentaires

L'extension du conflit

Si l'Afghanistan est officiellement le centre de l'activité militaire américaine, le Pakistan devient de plus en plus clairement un enjeu d'une importance cruciale dans le dispositif de la stratégie américaine. Ainsi, Obama opère depuis le printemps une véritable offensive, non pas de charme, mais de pression à l'égard de l'État pakistanais, cherchant à faire de l'appareil militaire son interlocuteur principal en évinçant purement et simplement le gouvernement du veuf de Benazir Bhutto, considéré comme "non fiable". D'ailleurs, la population pakistanaise "bénéficie" nettement de cette attention particulière de l'Amérique et de ses alliés à son égard, et donc de l'élargissement de ses prérogatives guerrières dans sa prétendue lutte contre le terrorisme: au moins 10?000 victimes dont 3300 morts ne serait-ce que pour l'année 2009, dans leur grande majorité des civils, sans compter deux millions de réfugiés qui errent aujourd'hui sans espoir. De plus, l'utilisation systématique des drones censés repérer puis abattre les rebelles talibans ou d'Al Qaïda a multiplié les victimes dans la population, tout autant que les attentats à la bombe, au nombre de 500 en 2009, provoquant par exemple la mort de 300 personnes juste entre le 1er et le 13 décembre!

Et si le Pakistan devient de plus en plus l'épicentre même des événements militaires de cette région de l'Asie, l'Inde est venue s'inviter à coups de bruits de bottes toujours plus menaçants au festin impérialiste. Cet État, rival traditionnel et congénital du Pakistan, ne pouvait que chercher à profiter des tensions et des difficultés actuelles qui grandissent dans la région pour venir alimenter le désordre dans la région du Cachemire, pomme de discorde majeure entre les deux États, et faire les yeux doux à Karzaï (considéré par Islamabad comme pro-indien), au nom du "soutien à sa lutte contre les talibans".

En guise de perspective de paix, tous les ingrédients d'une foire d'empoigne aggravée sont donc une nouvelle fois rassemblés, d'autant que les États-Unis effectuent maintes tractations pour offrir aux talibans un certain nombre de régions de l'Afghanistan en échange de leur "pacification" et de leur intégration dans le gouvernement afghan. Toute cette agitation ne fait en définitive qu'ouvrir la porte toute grande à un chaos indescriptible, loin des grands effets d'annonce sur la stabilisation de la région et bien loin encore d'une soi-disant lutte contre le terrorisme ■

Wilma/18.12.2009

1)Si tu veux la paix, prépare-toi à la guerre.

"Capitalism: A Love Story", un aperçu

Le nouveau film de Michael Moore, "Capitalism: Love Story" est sorti fin septembre, élevé au rang de polémique «anti-capitaliste». Le film contient quelques descriptions très émouvantes d'ouvriers confrontés à des saisies d'hypothèques et à des fermetures d'usines. Il y a des séquences sur l'occupation d'usine de Chicago en décembre dernier. Quand les ouvriers parlent, ils confirment ce que nous écrivions dans Internationalism à ce moment-là, que les ouvriers ne veulent pas perdre leurs emplois, qu'ils veulent se battre pour leurs emplois. C'était les syndicats et les politiciens qui soulignaient que les travailleurs devraient obtenir ce à quoi ils avaient «légalement» droit, qui se montait à 6000$ comme indemnités de congé et de licenciement.

L'évêque de Chicago est venu voir les ouvriers et leur a dit qu'il était lui-même fils de métallurgiste, et qu'il comprenait que leur lutte était juste. Il les a bénis et leur a donnés la communion. Beaucoup de séquences du film montrent d'autres ouvriers, venus individuellement ou en famille apporter de la nourriture aux travailleurs en lutte, en signe de solidarité.

On y voit également un groupe de 20 ou 30 personnes de la communauté de Miami déclarant nulle une expulsion et ramenant la famille expulsée dans sa maison. Un représentant de la banque arrive, leur dit qu'ils enfreignent la loi, et ensuite neuf véhicules de police arrivent. Il y a beaucoup de cris et de discussions, le banquier et les policiers finalement s'en vont et la famille reste dans la maison. (A la fin du film, dans le défilement du texte, nous lisons que la famille a été autorisée à rester définitivement dans sa maison).

Le film est bourré des singeries de Michael-Moore-au-centre-de-l'histoire. Ces singeries incluent Michael Moore essayant de rencontrer le président du conseil d'administration de GM, ou essayant de mettre le conseil entier d'AIG ou tout le monde à la bourse des valeurs de NY sous arrestation citoyenne, ou plaçant une bande jaune de scène de crime autour de la Bourse, ou conduisant un camion blindé jusqu'à la Banque d'Amérique et annonçant qu'il est là pour récupérer les 10 milliards de dollars de renflouement.

Le grand problème, c'est la politique de Moore. Son attaque du capitalisme est largement provocatrice, mais pas réelle. C'est comme s'il avait décidé de renverser toutes les accusations hystériques de la droite à propos du «socialisme» d'Obama. La crise dévastatrice globale de 2008 est attribuée aux politiques de dérégulation de Reagan commencées dans les années 1980 et poursuivies dans les années Bush I, Clinton et Bush II, et par la reprise de facto du gouvernement US par Goldman Sachs, qui a favorisé les politiques bénéfiques à sa compagnie, au détriment des contribuables et de ses concurrents. En d'autres termes, le réel problème ne serait pas une crise économique généralisée du capitalisme, mais plutôt la cupidité de quelques personnalités de l'élite politique et financière. C'est vrai, Moore dit que le capitalisme est mauvais, et interroge même trois ou quatre catholiques qui déclarent que Jésus aurait été contre le capitalisme, mais dans les faits, son opposition au capitalisme n'est qu'une opposition au capitalisme dérégulé. Il inclut des scènes de manifestations de quelques douzaines de personnes en provenance de groupes gauchistes comme « Answer Coalition » contre les renflouements d'entreprises ou les saisies, les décrivant comme le début d'un mouvement de masse anti-capitaliste aux USA.

Il semble dubitatif quant à l'appréciation d'Obama, qu'il voit comme quelqu'un qui, avec ses appels au changement, fait trembler ceux de Wall Street ayant répondu à sa campagne, précise t'il, par leur contribution. Il dénonce tous les conseillers économiques d'Obama comme partisans de Goldman Sachs, mais lui est encore amouraché d'Obama.

Dans la vision de Moore, l'alternative contre le capitalisme, c'est la démocratie. Il interroge le sénateur indépendant du Vermont, Bernie Sanders, qui se prétend avocat du socialisme démocratique, défini comme le gouvernement au service des classes moyenne et ouvrière, pour protéger leurs droits. Moore a trouvé une scène perdue du discours de 1944 de Franklin Delano Roosevelt (FDR) sur l'état de l'Union un mois avant sa mort, dans lequel FDR appelait à une seconde déclaration sur les droits des Américains après la guerre, qui appelait non au socialisme ou à la destruction du capitalisme, mais à un capitalisme d'Etat du genre Etat-Providence:

-le droit à un travail utile et rémunérateur dans les industries, les magasins, les fermes ou les mines de la nation;

-le droit de gagner assez pour accéder à l'alimentation, à l'habillement et aux loisirs;

-le droit pour chaque fermier d'élever et de vendre sa production contre une rémunération qui lui permette de faire accéder sa famille à une vie décente;

-le droit pour chaque homme d'affaires, grand ou petit, de commercer dans une atmosphère de liberté, à l'abri de la concurrence déloyale et de la domination des monopoles, que ce soit sur le sol américain ou à l'étranger;

-le droit de chaque famille à un logement décent;

-le droit à des soins appropriés et la possibilité d'atteindre une bonne santé et d'en jouir;

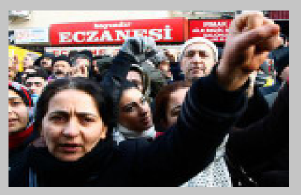
-le droit à une protection efficace contre les craintes économiques de la vieillesse, de la maladie, de l'accident et du chômage;

-le droit à une bonne éducation.

Moore se lamente sur le fait que FDR est décédé avant d'avoir pu créer cette société merveilleuse aux USA, mais il dit que dans la période d'après-guerre, les USA ont envoyé des hommes de FDR en Europe et au Japon, où pendant la reconstruction de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon, aussi bien que d'autres pays d'Europe, cette vision de la société a été mise en application. Exactement comme il l'avait fait dans Sicko, il idéalise le salaire social du capitalisme d'Etat européen comme un but glorieux pour les Américains. En aucun cas, l'anti-capitalisme de Moore ne pourrait détruire l'Etat capitaliste ou mettre en œuvre le contrôle de la classe ouvrière sur les moyens de production. Au lieu de cela, il transformerait l'Amérique en une sorte de France, Allemagne, Japon ou Norvège qui sont des sociétés capitalistes où la classe ouvrière doit lutter pour se défendre contre l'exploitation. Moore termine le film en appelant chacun à le rejoindre dans le combat pour cette société avec une version vulgarisée de l'Internationale, qui avait plus l'air de Bobby Darin chantant Mack the Knife que d'un chant révolutionnaire ■

Jerry Grevin/20.09.09

Lisez nos articles mis en ligne
www.internationalism.org



Turquie : Solidarité avec la résistance des ouvriers de Tekel contre le gouvernement et les syndicats!

suite de la p. 1

OPEL, AB INBEV: MÊME COMBAT, MÊME SABOTAGE SYNDICAL

Fondamentalement, AB InBev n'a pas d'autre choix que de répondre aux exigences des lois implacables du marché capitaliste: diminuer et rationaliser les frais de production au moyen de plans de restructuration pour faire face à la baisse de sa vente (en Belgique, sur les 9 premiers mois de 2009, les volumes vendus par AB InBev ont baissé de 1.7%) et pour faire front à la concurrence des autres grands producteurs de bière. Le lancement de la «procédure Renault» par InBev en dit déjà long sur l'avenir de l'usine. Cette loi, promulguée un an après le désastre social de la fermeture en février 1997 de l'usine Renault de Vilvorde, *«doit rendre plus contraignante l'obligation de tenir un dialogue social consistant avant toute décision de licenciement collectif»*. Mais en réalité, *«Dans la pratique, l'obligation de consultation sociale est plutôt formelle alors que tout est déjà ficelé… ", explique Pieter De Koster, avocat associé chez Allen & Overy…."* (Mis en ligne le 20/11/2006 . *Le Soir*). Bref, tout comme à Opel Anvers, les dés sont jetés pour l'avenir d'AB InBev. A plus ou moins long terme, ce sont de nouvelles restructurations qui s'annonceront avec des licenciements à la clé. Et de nouveau, les syndicats seront sollicités pour étouffer dans l'?uf la colère et la combativité qui s'exprimeront dans les rangs ouvriers. De nouveau, de par leurs man?uvres, ils contribueront à asséner un nouveau coup de massue sur la tête des ouvriers, qui renforcera le découragement et la résignation comme le montrent les réactions des ouvriers d'Opel aujourd'hui.

Les mêmes tactiques syndicales chez Opel et à AB InBev

Des stratégies syndicales différentes? Quelle a été l'orientation de la politique syndicale lors de l'annonce de la faillite de GM?: *«Quand GM est déclaré en faillite et qu'une restructuration drastique s'annonce pour Opel Europe, les syndicats prennent le devant de la lutte en déclarant vouloir lutter jusqu'au bout pour le maintien de l'usine. Leur action consiste en fait en du lobbying avec les patrons, la région flamande et l'Etat fédéral auprès de GM et l'Etat allemand pour démontrer que l'usine anversoise est «au moins aussi performante que ses concurrentes allemandes», pour faire respecter les «règles de la concurrence européenne». Ils n'hésitent pas à opposer la qualité de leur combat aux mouvements «incontrôlés» chez Ford l'année passée: «on est respectable et avec une vision à long terme», «en Belgique, on n'en est pas à séquestrer les patrons comme en France»* écrivions-nous dans notre presse en novembre 2009 (*Internationalisme* n°344: «Faut-il soutenir les actions de protestations syndicales?»)

En quoi cette stratégie diffère-t-elle de celle menée par les syndicats à AB InBev? En rien, sinon que cette fois-ci, les syndicats ont bel et bien séquestré la direction locale de l'entreprise sur le site liégeois pendant quelques heures, à l'exemple cette fois-ci des tactiques de leurs confrères français. Tout comme à Opel, ils ont pris les devants pour appeler, main dans la main avec les gouvernements régionaux et l'Etat fédéral, au sens des responsabilités de l'entreprise, mettant en avant les critères de rentabilité performants du groupe brassicole mondial n°1 AB InBev : *«le groupe se porte bien. Il fait des plantureux bénéfices. Et en plus, nos parts de marché sont en croissance en Belgique. Quelle est la nécessité de restructurer?»*, déclare Marc Sparmont, syndicaliste Setca (socialiste) (*Le Soir.be* 8/01/2010). Déclaration suivie quelques jours plus tard par celle de la ministre de l'emploi, Joelle Milquet, offusquée de voir cette entreprise *«envisager de licencier aussi facilement un nombre de personnes alors qu'elle réalise des bénéfices… l'annonce des licenciements n'a pas du tout été faite pour des raisons liées à la crise mais bien pour diminuer le coût du travail»*) (*Le Soir.be* 15/01/2010) et renforcée par le discours du ministre wallon de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS): *«InBev remet le couvert et réduit l'emploi de 10% au niveau européen…la multinationale, elle, a gagné des parts de marché et ce, au plan local, grâce aux bonnes performances de Jupiler»* (*Le Soir.be* 15/01/2010).

L'idée d'un capitalisme éthique qui s'opposerait au capitalisme prédateur est une dangereuse illusion visant à faire croire aux travailleurs qu'il existerait un capitalisme équitable. Or, le propre de toute entreprise capitaliste est de garantir son profit, d'accroître sa productivité en baissant les salaires, en augmentant la flexibilité, en fermant les divisions les moins rentables, en licenciant des travailleurs. Cette politique est pleinement soutenue par l'Etat et ses fractions politiques. En tentant de lier les travailleurs aux gouvernements nationaux ou régionaux, aux actionnaires ou aux directions 'locales', les syndicats les jettent consciemment dans la gueule du loup.

Quant à leurs actions sur le terrain, elles visent avant tout à désamorcer la colère des travailleurs, à enfermer leur riposte dans des actions inoffensives et démoralisantes. En effet, tout comme à Opel, les actions syndicales se sont concentrées sur :

-la prise en main totale et le dévoiement de la colère justifiée des ouvriers vers des voies de garage comme la prise en otage de la direction sur le site liégeois, les barrages filtrants, le blocage des trois brasseries concernés par les mesures (Jupille, Louvain, Hoegaarden);

-l'enfermement de la lutte dans l'usine et dans le secteur: des actions au sein des sites et l'extension au niveau des dépôts et de la distribution;

-la mise en place d'une fausse solidarité sans lendemain sous forme d'actions symboliques appelant à la sympathie du public: distribution gratuite de bière devant les grilles de l'entreprise, aux étudiants à Liège et aux passants, appel au boycott de la Jupiler, distribution de tracts d'appel à la solidarité et d'un acte de soutien des supporters des deux camps lors d'un match qui opposait le Standard à Anderlecht à Liège. On peut se demander dans quel état d'ébriété ces supporters, étudiants et autres ont pu offrir leur soutien!

- non pas le rejet des licenciements mais sur la revendication d'associer les syndicats au marchandage sur l'emploi.

Et lorsque le combat local est dans l'impasse, les syndicats font croire aux travailleurs déboussolés qu'ils doivent mettre tous leurs espoirs dans l'action du 'front commun des syndicats européens de l'entreprise', aussi bien chez Opel qu'à InBev. Ils instillent ainsi dans les esprits que la solidarité internationale des travailleurs se réduit à un marchandage entre délégations nationales pour trouver un équilibre 'équitable' dans les sacrifices sur le plan européen.

Nous concluions dans notre article d'*Internationalisme* n°344 concernant Opel: *«En réalité, ce combat «exemplaire» n'est qu'un enfermement dans une voie sans issue corporatiste:* «Wir sind Opel». *Il n'est rien d'autre qu'un méprisable marchandage pour répartir équitablement les sacrifices, les victimes, les licenciements, tout en acceptant la logique de la rationalisation capitaliste»*. Nous pouvons aujourd'hui en dire autant pour le combat à InBev. La prétendue «victoire» à InBev tout comme le combat à Opel Anvers sont en réalité une défaite pour la classe ouvrière. Le retrait du plan de restructuration à InBev n'est pas le résultat d'une lutte réelle des ouvriers. C'est une stratégie menée de consorts entre le patronat et les syndicats pour contrecarrer ce qui représente un plus grand danger pour eux: voir la classe ouvrière, classe ennemie, prendre en mains sa lutte, organiser ses propres assemblées générales pour prendre des décisions sur le déroulement de sa lutte, organiser une véritable extension de sa lutte vers d'autres usines, d'autres secteurs en expliquant la nécessité d'une action commune, et ainsi développer une solidarité de classe capable d'établir un réel rapport de forces qui peut contraindre les patrons et l'Etat à reculer.

Pour le moment, la classe ouvrière est encore désemparée (voir article dans ce journal: Pourquoi autant d'attaques et si peu de luttes?) et s'en remet aux mains des syndicats lorsque sa colère explose. Mais l'aggravation de la crise économique contraindra la classe dominante à repasser à l'offensive et à mener des attaques simultanées encore plus désespérées contre les conditions de vie et de travail. Cela demande à la classe ouvrière, dès à présent, de tirer toutes les leçons du rôle des syndicats (1) et se réapproprier ses moyens de lutte pour transformer sa colère en une combativité qui paie et qui fera peur à sa classe ennemie: la bourgeoisie. Les révolutionnaires et les minorités combatives sont à ses côtés pour l'aider dans ce lent et difficile développement de la lutte ■

H / 29.01.2010

(1)Lire dans notre presse: *Dans quel camp sont les syndicats?* (*Internationalisme* n° 340)

Hommage au camarade Anton Brenders (1922-2010)

Nous évoquons Anton comme un combattant intransigeant de la classe, qui s'est opposé à l'exploitation dans la société qu'il a lui-même subie en usine et qui a contribué à la transmission de ses expériences à une nouvelle génération de révolutionnaires après 1968.

Il ne l'a pas fait tout seul: à côté de lui et avec lui, il y en avait beaucoup d'autres qui ont vécu des expériences similaires, pendant et après la deuxième guerre mondiale. Autour de cette communauté s'est développé un cercle de discussion vivant dans les années qui ont suivi la guerre. Il y a eu de nombreuses discussions politiques et philosophiques immédiatement après la guerre au sein de l'*Institut Emile Vandervelde* avec le professeur Flam, issu de la résistance au sein des camps de l'holocauste. Les heurts, également, avec la bureaucratie social-démocrate de Hoboken (une banlieue 'rouge' d'Anvers) et l'intégration des groupes de la résistance du PCB (Parti Communiste de Belgique) au gouvernement, ont constitué l'arrière-plan de la rupture politique définitive avec le stalinisme. Au début des années 1950, celle-ci a mené à des contacts avec le groupe de la Gauche communiste *Spartacusbond* aux Pays-Bas. Celui-ci a alors organisé d'intenses débats communs à Anvers. Il s'en est suivi une collaboration avec le *Spartacusbond*. Anton devint un fidèle collaborateur de leur journal, au travers des traductions qu'il faisait d'articles de la presse internationale de la Gauche communiste et d'anarchistes (parmi lesquels *Révolution Internationale et Worldrevolution* après 1973).

Dans le conflit entre le *Spartacusbond* et le groupe dissident conseilliste *Daad & Gedachte*, autour de 1964, il prit très consciemment le parti de *Spartacusbond*. Il trouvait en effet que les positions de *D&G* ne mèneraient qu'à la négation de toute activité politique en tant que groupe prolétarien, ce que la réalité a confirmé. Les tendances conseillistes de *D&G* ont en effet souvent eu une influence négative sur le développement des groupes prolétariens aux Pays-Bas et en Belgique. Y compris au sein de certains de nos prédécesseurs directs: les *Revolutionaire Raden Socialisten* (Anvers), les *Vrije Raden Socialisten* (Gand) en Belgique, et *Radencommunisme* aux Pays-Bas. Ils se sont développés au travers d'une critique de l'attitude conseilliste de *Daad & Gedachte* au profit de la défense d'une intervention active de l'organisation révolutionnaire dans la lutte de classe.

Dans ce sens, c'est Anton qui a mis en contact le groupe de jeunes *des Revolutionaire Raden Socialisten*, issu du bilan politique de mai 68, avec *Révolution Internationale* (un des groupes fondateurs du CCI) en 1972-73. Il a alors apporté une **contribution essentielle à leurs orientation politique** de 1972 à 1975, en attirant leurs attention sur l'importance des analyses politiques de *Révolution Internationale*, ce qui a conduit en 1975 à leur adhésion au CCI en cours de formation. Très tôt, il



attirait notre attention sur l'importance d'approfondir la question de l'écologie d'un point de vue marxiste. Depuis lors, il est toujours resté un véritable sympathisant de notre organisation.

Chez lui, on rencontrait régulièrement des visiteurs qui discutaient des sujets les plus divers. Ces dernières années, il vivait plus retiré en compagnie des dessins et des peintures rudes de Rik Schevernels (†1972), son meilleur ami et artiste prolétarien (qui fustigeait l'église, le stalinisme et les syndicats) et de ses livres et publications philosophiques et politiques. Nous lui sommes toujours reconnaissants de sa contribution à notre évolution politique ■

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail: belgique@internationalism.org

ABONNEMENTS

Tous les prix en euros	Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Monde	Air Mail Monde
Internationalisme (4 nos)	6	10	10	15	20
Revue Internationale (FR/AN/ESP - 4 nos)	15,5	25	15,5	17	20
Internationalisme + Revue Internationale	22	40	25	35	40

Abonnement-diffuseur
à partir du 2ème Internationalisme : 1,0 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2ème Revue Internationale : 2,5 EUR par numéro supplémentaire.
Envoi sous pli fermé
Internationalisme ou Revue Internationale : Belgique : + 8,5 EUR
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI :
contactez directement la section en question
Anciens numéros d'Internationalisme: 0,50 EUR
Abonnements par versement au compte 000-3351977-45
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courier classique, soit par e-mail ou encore en plaçant vos commentaires sur notre site internet .

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux contisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.
Vos contributions sont les bienvenues au compte 000-3351977-45 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, où peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTION

Réunion Publique à Anvers (21.11)	65,00
Réunion Publique à Bruxelles (05.12)	70,00
Manifestation 'Sommet de Copenhagen' à Bruxelles (05.12)	0,90
VP (12.12)	0,50
M (05.01.10)	4,00
TOTAL NOVEMBRE-DECEMBRE 2009	140,40
TOTAL GENERAL 2009	777,56

LISEZ LA DERNIÈRE REVUE

Revue Internationale 140 — 3 EUR

Sommet de Copenhague
Sauver la planète ? No, they can't !
(Non, ils ne peuvent pas !)

L'immigration et le mouvement ouvrier

Automne chaud 1969 en Italie (1e partie)
Un moment de la reprise historique de la lutte de classe

Qu'est-ce que les conseils ouvriers ? (1e partie)
Pourquoi les conseils ouvriers surgissent-ils en 1905 ?

La science et le mouvement marxiste
Le legs de Freud

1e trimestre 2010

REUNIONS PUBLIQUES

Inbev-Opel : une lutte syndicale exemplaire ?

Apparemment, voilà deux situations contradictoires: InBev suspend à l'appel des syndicats la procédure de licenciements annoncés, alors que l'usine automobile Opel Anvers, elle, ferme! L'action syndicale aurait-elle été mieux menée à AB InBev qu'à Opel Anvers? En réalité, les deux conflits constituent des indices complémentaires d'une même réalité sociale: autant pour la classe ouvrière, pour qui il est capital de saisir comment mener la lutte dans cette période de crise ouverte, que pour la bourgeoisie, qui veut veiller à ce que son bras droit, les syndicats, arme de maintien de l'ordre social reste le plus longtemps crédible au sein de la classe exploitée. Voir l'article dans ce journal.

■ à Anvers: samedi 20 mars à 15h, Huis van de Sport, Congrescentrum, Boomgaardstraat 22, Berchem

Suicides au travail, violences inter- et anti-immigrées, émeutes dans les banlieues: Comment réagir solidairement face à l'austérité et la misère?

Depuis les années 1990, le nombre de suicides se trouve aggravé par la violence et la brutalité de la crise économique. Il traduit le fait que le monde capitaliste est sans avenir, sans perspective autre que de générer la misère sociale, la barbarie et la mort.
Les affrontements violents "entre pauvres" en Italie en janvier (autrement dit, entre ouvriers), sont également le désespoir, l'absence totale de perspective. Les événements de Rosarno et de Lindsey sont comme la thèse et l'anti-thèse. Les premiers portent les stigmates de cette société en décomposition, elle n'a aucun avenir et ne peut qu'engendrer toujours plus de misères, de peurs, de haines… Les seconds révèlent au contraire qu'il existe un autre avenir pour l'humanité. La solidarité qu'est capable d'exprimer la classe ouvrière lorsqu'elle lutte est, pour nous tous, comme une lueur d'espoir.

■ à Bruxelles: samedi 17 avril à 15h, Centre des Cultures "Pianofabriek", rue du Fort 35a, St-Gilles

LES DONNÉES LES PLUS RECENTES: fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258,
Valencia 46080, Espagne

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
Haryana, INDIA

INTERNACIONALISMO
venezuela@internationalism.org

INTERNATIONALISM
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215, USA

INTERNATIONALISME
BP 94, 2600 Berchem/Anvers,
Belgique

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm, Suède

REVOLUCION MUNDIAL
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexico

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108 - 75018 Paris,
France

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli, Italie

WERELDREVOLUTIE
WR, PO BOX 339, 800 AH
GOUDA,
Pays-Bas

WELTREVOLUTION
Postfach 410308, 50863 Köln 41,
Allemagne

WELTREVOLUTION
Postfach 2216, CH-8026 Zürich,
Suisse

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N
3XX,
Grande-Bretagne

WORLD REVOLUTION
(Australie)
oz@internationalism.org

Du fait des conditions politiques actuelles au Vénézuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org.*

De même, la BP en Australie est momentanément suspendue. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Grande-Bretagne ou par e-mail à *oz@internationalism.org*

BROCHURES DU CCI

Les publications peuvent être obtenues à nos réunions publiques et permanences, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte 000-3351977-45 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers (+2 euro pour les frais d'envoi)

Plate-forme et Manifeste du CCI
1,85

Ce n'est pas le communisme qui s'effondre, mais le stalinisme
1,85

Crise et décadence du capitalisme
1,85

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
4,50

Guerre du Golfe
1,25

La Gauche Communiste Britannique
(anglais) 7,00

La Gauhe Communiste de France
6,00

La Gauche Communiste d'Italie
12,50

La Gauche Communiste de Russie
(anglais)10,00

La Gauche Communiste Hollandaise
24,00

La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme
3,00

Le trotskysme contre la classe ouvrière
2,50

Les syndicats contre la classe ouvrière
1,85

L'Etat dans la période de transition du capitalisme au communisme
2,00

Nation ou classe
1,85

Organisations communistes et conscience de classe
1,85

Russie 1917, début de la révolution mondiale
1,85

LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE DU CCI

Anvers:
•"Groene Waterman" Wolstraat 7
•"Dierckxsens" Melkmarkt

Bruxelles:
•"La Borgne Agasse" rue Anoul 30, 1050
•"Aden" avenue Bréart 44, 1060
•"Aurora" Rue J.Volders, 1060
•"Press Shop"
Place De Brouckère, 1000 •

Gand:
•"De Brug" Phoenixstraat 1
•"De Brug" Rijhovelaan 1
• "International Press Store"
Rooigemlaan 501
•"WALRY-Nieuwscentrum"
Zwijnaardsesteenweg 6

Liège:
•"Varia" rue des Mineurs 8
•"Pax" 4 place Cockerill
•"Livre aux Tresors" rue Sebastien Laruelle 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
INTERNATIONALISME
COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

SÉÏSME EN HAÏTI

Les États capitalistes sont tous des charognards

Assassins Le capitalisme, ses Etats, sa bourgeoisie, ne sont rien d'autres que des assassins. Des dizaines de milliers de personnes viennent de mourir de par la faute de ce système inhumain.

Mardi, à 16h53, heure locale, un séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter a ravagé Haïti. La capitale Port-au-Prince, bidonville tentaculaire comptant près de deux millions d'habitants, a été purement et simplement rasée. Le bilan est terrible. Et il s'alourdit encore d'heure en heure. Quatre jours après la catastrophe, en ce vendredi 15 janvier, la Croix-Rouge dénombre déjà de 40 000 à 50 000 morts et «*une quantité énorme de blessés graves*». D'après cette association caritative française, au moins trois millions de personnes ont été touchées directement par le tremblement de terre . En quelques secondes, 200 000 familles ont perdu leur «maison», souvent faites de bric et de broc. Les grands bâtiments se sont aussi effondrés comme des châteaux de cartes. Les routes, déjà délabrées, l'aéroport, les vieilles lignes de chemin de fer,… rien n'a résisté.

La raison de ce carnage est révoltante. Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde, 75 % des habitants y sur*vivent avec moins de 2 dollars par jour et 56 % avec moins de 1 dollar ! Sur ce bout d'île frappé du sceau de la misère, rien, évidemment, n'a été construit pour faire face aux tremblements de terre. Pourtant, Haïti est une zone sismique connue. Tous ceux qui prétendent aujourd'hui que cette secousse a été d'une violence exceptionnelle et imprévisible mentent.* Le professeur Eric Calais, lors d'un cours de géologie donné dans ce pays en 2002, affirmait ainsi que l'île est traversée par « *des failles capables de magnitudes 7.5 à 8* » . Les autorités politiques d'Haïti étaient elles aussi officiellement informées de ce risque comme le prouve cet extrait tiré du site du Bureau des Mines et de l'Energie (qui dépend du ministère des travaux publics) : « *chacun des siècles passés a été marqué par au moins un séisme majeur en Hispaniola (Nom espagnol de cette île séparée aujourd'hui en deux pays, Haïti et la République Dominicaine, NDLR) : destruction de Port au Prince en 1751 et 1771, destruction de Cap Haïtien en 1842, séismes de 1887 et 1904 dans le nord du pays avec dégâts majeurs à Port de Paix et Cap Haïtien, séisme de 1946 dans le nord-est de la République Dominicaine accompagné d'un tsunami dans la région de Nagua. Il y a eu des séismes majeurs en Haïti, il y aura donc des séismes majeurs dans le futur à l'échelle de quelques dizaines ou de la centaine d'années : c'est une évidence scientifique.* » (souligné par nous). Et alors, face à cette «*évidence scientifique», quelles ont été les mesures prises ? Aucune ! En mars 2008 encore, un groupe de géologues avait alerté sur un risque majeur de séisme de grande amplitude dans les deux ans à venir et certains scientifiques avaient même tenu une série de réunions en mai de la même année à ce sujet avec le gouvernement haïtien . Ni l'Etat haïtien, ni tous les Etats qui aujourd'hui versent des larmes de crocodiles et lancent des appels à la « solidarité internationale », Etats-Unis et France en tête, n'ont pris la moindre mesure préventive pour éviter ce drame prévisible. Les bâtiments construits dans ce pays sont si fragiles qu'ils n'ont d'ailleurs même pas besoin d'un séisme pour s'effondrer : « en 2008, déjà, une école de Pétionville avait enseveli, sans aucune raison géologique, près de 90 enfants* » .

Maintenant qu'il est trop tard, Obama et Sarkozy peuvent bien annoncer une «*grande conférence internationale*» pour «*la reconstruction et le développement*», les Etats chinois, anglais,,allemand ou espagnol peuvent bien envoyer tous leurs colis et leurs ONG, ils n'en resteront pas moins des criminels aux mains couvertes de sang.

Si Haïti est aujourd'hui si pauvre, si sa population est dénuée de tout, si les infrastructures sont inexistantes, c'est que depuis plus de 200 ans, la bourgeoisie locale et les grandes bourgeoisies espagnole, française et américaine se disputent les ressources et le contrôle de ce petit bout de terre. A travers son quotidien *The Guardian,* la bourgeoisie britannique ne manque d'ailleurs pas d'épingler la responsabilité criante de ses rivaux impérialistes : « *Cette noble "communauté internationale" que l'on voit aujourd'hui se bousculer pour apporter son "aide humanitaire" à Haïti est en grande partie responsable des maux terribles qu'elle s'efforce aujourd'hui d'atténuer. Depuis le jour où, en 1915, les Etats-Unis ont envahi et occupé le pays, tous les efforts* […] *ont été violemment et délibérément sabotés par le gouvernement américain et ses alliés. Le propre gouvernement d'Aristide* […] *en a été la dernière victime, renversé en 2004 par un coup d'Etat bénéficiant d'un soutien international, au cours duquel plusieurs milliers de personne ont perdu la vie* […] *A vrai dire, depuis le putsch de 2004, c'est la communauté internationale qui gouverne Haïti. Ces pays qui se précipitent maintenant à son chevet ont pourtant systématiquement voté, ces cinq dernières années, contre toute extension du mandat de la mission de l'ONU au-delà de sa vocation principalement militaire. Les projets qui prévoyaient d'utiliser une fraction de cet "investissement" afin de réduire la misère ou favoriser le développement de l'agriculture se sont trouvés bloqués, conformément aux tendances à long terme qui continuent de présider à la distribution de "l'aide" internationale.* »

Et il ne s'agit là que d'une toute petite partie de la vérité. Les Etats-Unis et la France se battent pour le contrôle de cette île à coup de putsch, de manœuvres et de corruption de la bourgeoisie locale depuis des décennies, favorisant ainsi le développement de la misère, de la violence et de milices armées terrorisant en permanence hommes, femmes et enfants!

Le cirque médiatique actuel autour de la « solidarité internationale » est donc insupportable et répugnant. C'est à l'Etat qui fera la plus grande publicité autour de «ses» ONG, autour de «ses» colis. C'est à celui qui fera la plus belle image des vies que « ses » sauveteurs auront extirpé des gravats. Pire encore, sur les décombres et les cadavres, la France et les Etats-Unis continuent de se livrer une guerre d'influence sans merci. Au nom de l'humanitaire, ils envoient sur zone leur flotte militaire et essayent de prendre le contrôle des opérations prétextant la « nécessité d'une coordination des secours par un chef d'orchestre ».

Comme à chaque catastrophe, toutes les déclarations d'aide sur le long terme, toutes les promesses de reconstruction et de développement, resteront sans lendemain. Depuis dix ans, suite à des tremblements de terre, il y a eu :

-15 000 morts en Turquie, en 1999.
-14 000 morts en Inde, en 2001.
-26 200 morts en Iran, en 2003.
-210 000 morts en Indonésie en 2004 (le séisme sous-marin avait engendré un gigantesque Tsunami qui avait fait des victimes jusque sur les côtes africaines).
-88 000 morts au Pakistan, en 2005.
-70 000 morts en Chine, en 2008.

Chaque fois, la « communauté internationale » s'est émue et a envoyé de misérable secours ; mais jamais de véritables investissements n'ont été réalisés pour améliorer durablement la situation, en construisant des bâtiments antisismiques par exemple. L'aide humanitaire, le soutien réel aux victimes, la prévention ne sont pas des activités rentables pour le capitalisme. L'aide humanitaire, quand elle existe, ne sert qu'à dresser un rideau de fumée idéologique pour faire croire que ce système d'exploitation peut être humain, quand elle ne constitue pas directement un alibi pour justifier l'envoi de forces militaires et gagner de l'influence dans une région du monde.

(suite à la p. 4)

NOS POSITIONS

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible: socialisme ou barbarie, révolution communiste mon-diale ou destruction de l'humanité.

nLa Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

n Les régimes étatisés qui, sous le nom de "*socialistes*" ou "*communistes*", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

■ Depuis le début du XXème siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

■ Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

n Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

n Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *ouvriers*, *socialistes*, *communistes* (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

■ Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

■ Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

■ Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

■ La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "*autogestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

■ L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"*organiser la classe ouvrière*", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

■ La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

■ L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

■ Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

■ Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande*, *hollandaise* et *italienne*.

Edit. resp. H. Deponthière BP94 - 2600 Berchem